

Interview de Valentin Vogt, Président de l'Union patronale suisse (UPS)

« Je souhaite une décennie de raison et d'humilité »

A l'issue de sa première année de fonction, le président de l'Union patronale suisse, Valentin Vogt, tire un bilan positif: il prend plaisir à sa tâche, l'association aussi bien que l'économie suisse se présentent sous un jour favorable. Il n'en reste pas moins que ce chef d'entreprise voit de grands défis subsister, par exemple dans la prévoyance vieillesse et en ce qui concerne l'image que l'économie donne d'elle-même. **Par Daniela Baumann**



Photos: Daniela Baumann

Valentin Vogt exige des actes dans la prévoyance vieillesse: «Il faut passer à l'action – et à la vitesse supérieure.»

Monsieur Vogt, quels sont les points forts de votre première année de présidence?

Valentin Vogt: Sur le plan personnel, il y a eu les nombreuses rencontres avec des personnes intéressantes: d'une part la bonne collaboration interne avec le Secrétariat et le Comité de notre association, d'autre part, les contacts avec les milieux politiques, l'administration et les partenaires sociaux. Au cours de ma première année de fonction, j'ai cherché à aller à la rencontre des gens. Les contacts personnels sont pour moi très importants. Ils rendent ma tâche très intéressante.

Et le contenu?

Le point fort a été le rejet de l'initiative sur les vacances. Le refus par le peuple suisse des «Six semaines de vacances pour tous» a été une importante décision politique. J'espère que la netteté du verdict servira de leçon. Avant de lancer une

initiative, ses auteurs devront à l'avenir commencer par réfléchir pour savoir si le jeu en vaut la dépense.

A l'inverse, quels ont été les moments plus difficiles?

Mon apparition non souhaitée sur la page de couverture du «Blick» en raison de déclarations contre l'introduction de salaires minimums dans la loi a été une expérience à laquelle je dois m'habituer. Nous avons manifestement manqué de précision dans nos efforts de communication. Notre association ne pratique pas de stratégie des bas salaires. D'une part, les salaires dépendent de la productivité et d'autre part, nous nous engageons en faveur de la garantie par l'Etat du minimum vital pour les personnes dont le salaire ne permet pas de vivre. J'ai appris à m'accommoder de la critique, même si celle-ci n'est pas toujours objective.

Qu'est-ce qui était nouveau pour vous dans votre fonction de président d'association ?

Pour moi, en tant que représentant de l'économie, les mécanismes et les processus politiques étaient nouveaux. De par ma pratique de la vie d'entreprise, je suis habitué à ce que le CEO écoute certes les avis des autres. Cela contribue à la prise de décision. Mais en fin de compte, c'est lui qui prend la décision. Dans la vie d'association et en politique, il faut trouver des solutions viables, la plupart du temps sous forme de compromis et l'on ne peut pas décider tout seul. Pour une personne impatiente comme moi, cela va souvent trop lentement.

Les solutions portent sur la durée et j'y vois un grand avantage dans notre pays: le temps qu'il nous faut pour prendre des décisions par rapport à ce qui se fait à l'étranger, nous le retrouvons après du fait que les solutions sont très largement consensuelles. Mon respect du travail fourni par notre gouvernement s'est encore renforcé ces douze derniers mois. Du point de vue du contenu, nous ne sommes pas toujours sur la même ligne, mais les gens s'engagent vraiment pour faire passer des idées et travaillent dur.

Qu'avez-vous appris d'autre cette année ?

J'ai pris conscience de l'importance que revêt l'interaction entre la politique, l'administration, les associations et l'économie pour trouver un dénominateur commun qui soit non seulement acceptable pour l'économie, mais aussi capable de rallier une majorité politique. La décennie écoulée a malheureusement prouvé que les milieux économiques n'ont pas toujours raison.

Comment parvenez-vous à mettre en équation les exigences liées à la présidence et vos autres mandats ?

Un poste exécutif, comme celui de CEO que j'occupais jusqu'à il y a un an chez le constructeur de machines Burckhardt Compression, serait difficilement compatible avec la présidence. J'étais alors non seulement très souvent à l'étranger, mais en plus lié par un agenda strict. En tant que président de l'UPS, je dois

cependant aussi être disponible à court terme, que ce soit pour le Secrétariat ou pour des demandes des médias. J'ai donc de la chance que mon nouveau rôle de président du conseil d'administration de Burckhardt Compression me donne une plus grande latitude pour gérer mon temps.

Dans quelle mesure votre expérience en tant qu'entrepreneur vous profite-t-elle dans votre fonction de président de l'Union patronale suisse ?

J'ai une propension naturelle à aller vers les gens et à chercher le contact personnel. Mon quotidien d'entrepreneur en était déjà empreint. Des 500 employés de Burckhardt Compression à Winterthur, j'en connaissais 450 par leur nom quand j'étais CEO.

«Rétablir la confiance dans l'économie restera au nombre des priorités»

Je sais fixer les priorités et je vais à l'essentiel. Plutôt que me dissiper dans les détails, je m'implique là où je peux aider. Enfin, mon expérience professionnelle m'est utile dans les affaires courantes, qu'il s'agisse de questions de personnel ou l'organisation de mon propre travail.

Le non à l'initiative sur les vacances a été selon vous une décision politique marquante de votre première année présidentielle. Quels sont les autres thèmes qui vous ont particulièrement préoccupé ?

C'est dans le thème de l'immigration que j'ai investi le plus de temps ces douze derniers mois car il me semble essentiel pour notre pays. Mon vécu d'entrepreneur m'a donné la mesure de ce qu'il adviendrait sans la libre circulation des personnes. Il est irresponsable de la mettre en jeu et de prendre le risque d'une résiliation des accords bilatéraux. C'est comme bouter le feu à la maison et attendre de voir si les pompiers arriveront à éteindre l'incendie.

Comment jugez-vous les progrès réalisés au regard des objectifs fixés il y a un an, par exemple le renforcement de l'économie et un marché du travail libéral ?

J'avoue que je suis frustré de voir combien d'énergie nous devons mobiliser pour défendre les points forts de notre économie, une énergie que j'aimerais bien mieux investir dans quelque chose de constructif qui nous ferait avancer. Toutes ces initiatives sur les vacances et les salaires vont à l'encontre de notre tradition de partenariat social et sont des interventions qui se nourrissent de la perte de confiance de la population en notre économie.

L'un de vos objectifs est de rétablir et renforcer cette confiance. Où en êtes-vous ?

La route est longue et semée d'embûches car les dégâts causés sont grands. De 2000 à 2010, nous avons vécu – il faut bien le dire – une décennie de déraison, d'orgueil et de bien des bêtises. Songez, par exemple, aux scandales autour de l'affaire Enron ou à la crise bancaire. Il ne reste qu'à espérer que l'actuelle décennie soit, elle, marquée par la prise de conscience, la raison et l'humilité. Je constate que la façon de penser change dans certains domaines, dans d'autres non. Rétablir la confiance dans l'économie restera assurément au nombre des priorités. L'initiative Minder sera pour nous une bonne occasion d'œuvrer en ce sens. La votation ne se gagnera pas à force d'affiches, mais en allant vers les gens, avec un grand travail de persuasion et dans le savoir que des erreurs ont été commises et qu'il faut les corriger.

Comment jugez-vous les relations avec les partenaires sociaux ?

Je suis un fervent défenseur du partenariat social et il me semble essentiel d'entretenir le dialogue aussi dans un «courant normal» plutôt que de le chercher seulement lorsqu'un problème surgit. Durant ma première année présidentielle, j'ai mené avec les partenaires sociaux des discussions qui, à mon avis, ont été très positives. Le respect mutuel est indispensable, même si les intérêts divergent. ▶

► **Lequel des thèmes dans les dossiers de l'UPS représente le plus grand défi selon vous ?**

La prévoyance vieillesse, sans la moindre hésitation. Nous sommes embarqués dans un même bateau sur le point de s'échouer sur un récif. J'espère que tout le monde a pris conscience de l'urgence à agir. L'assouplissement de l'âge de la retraite est un facteur clé dans ce contexte. Il implique cependant que le marché du travail accepte aussi les personnes plus âgées. Si aucun employeur n'engage les plus de 60 ans, l'assouplissement de l'âge de la retraite restera lettre morte.

Quelles doivent être pour vous les prochaines étapes dans la réforme de la prévoyance vieillesse ?

Dans les deux années à venir, il faut passer à l'action – et à la vitesse supérieure. Plus vite nous initialiserons les changements, mieux nous pourrions les rendre socialement acceptables. J'abonde dans le sens de notre Conseiller fédéral Berset qu'il est judicieux d'appuyer le plan de réformes sur une large base et d'impliquer toutes les parties prenantes. Mais il ne faut pas ralentir le processus pour autant. Il serait même irresponsable de rester les bras croisés. Nous n'avons pas besoin d'encore plus d'analyses et d'études – les faits sont clairs. Au Conseil fédéral de présenter une proposition concrète avec le qui, quand et comment des démarches, proposition qui sera ensuite – à la manière suisse – discutée, pondérée et adaptée. Pour aboutir à une solution acceptable, il faut que le thème soit dépassionné,

sinon les émotions prendront le dessus dans le débat.

Pour finir, un pronostic: comment l'économie suisse pourra-t-elle subsister ces prochains mois dans le contexte difficile régnant actuellement ?

Fondamentalement, l'économie suisse a une belle carte, mais nous devons effectivement surmonter quelques obstacles. Il s'agit d'apprendre des erreurs des autres et de ne pas compromettre imprudemment ce qui fait notre succès. Jusqu'ici, nous avons en partie réussi à compenser la faiblesse de l'euro par de bonnes entrées de commandes. Je crains cependant que la conjoncture ne fléchisse dans nos principaux marchés d'exportation et que bon nombre des mesures prises par les employeurs pour survivre avec un cours de 1,20 franc ne suffiront plus. Imaginez ce qu'il adviendrait si la conjoncture en Allemagne et en Chine ralentissait sensiblement.

Et quelle est votre appréciation du développement économique global ?

A mes yeux, l'Asie et sa croissance naturelle suscitent l'optimisme: les gens veulent améliorer leur niveau de vie et progresser. Les Etats-Unis aussi, qui pourraient nous surprendre avec une nouvelle poussée d'industrialisation sur fond de plus grande autonomie dans l'approvisionnement en énergie et de meilleurs prix de l'énergie. Je suis nettement moins optimiste pour l'Europe ces prochaines années: les solutions envisagées dans la zone euro ne vont pas dans la bonne direction il me semble. Les problèmes sont repoussés et non



Valentin Vogt: «Je suis un fervent défenseur du partenariat social»

réglés, une politique de rabibochage en quelque sorte. A mon avis, le moment est venu de prendre des décisions désagréables. C'est comme dans une entreprise où le pire ne sont pas les mauvaises nouvelles, mais l'insécurité tant que les employés ne savent pas vers où va le voyage. Dès que les gens sont au fait, ils s'adaptent, se réorientent, et repartent pour un tour. ■

Indemnités de repas



Lunch-Check Suisse
8027 Zurich
Tél. 044 202 02 08
Fax 044 202 78 89

Lunch-Checks, le premier choix.

Jusqu'à CHF 180.– par mois (CHF 2'160.– par an) exonérés de charges sociales (AVS/AI/APG/AC/AANP).
Plus d'informations sur le site www.lunch-check.ch.